



Evacuation en cas d'incendie des personnes handicapées dans un ERP

RAPPORT TECHNIQUE POUR UN ERP



IUT TERTIAIRE INFORMATIQUE

5 Avenue Blaise Pascal, Site des Cézeaux
63170 AUBIERE

rapport_GN8GN10_000576631400159_590439

N° d'affaire	Rapport version	Date du rapport
000576631400159	2	21/03/2016

QUALICONSULT SECURITE CLERMONT FERRAND

Centre d'Affaires du Zénith, 38 Rue de Sarliève 63800 COURNON D'AUVERGNE

Tél : 04.69.61.40.45 - Fax : 09.80.70.71.02

SAS au capital de 300000.00 € - R.C. VERSAILLES - SIRET 403 200 256 00440 - APE 7112B

Siège Social : VELIZY PLUS 1 Bis Rue du Petit Clamart – 78941 VELIZY CEDEX– Tél. : 0140837575 – Fax : 0146303962

N° TVA Intracommunautaire : FR13 403 200 256

SOMMAIRE

1. RAPPEL DE LA MISSION.....	3
1.1 PREAMBULE	3
1.2 DEFINITION DE LA MISSION	3
1.3 REFERENTIEL	3
1.4 LIMITE DE LA MISSION	3
2. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT	4
2.1 GENERALITES	4
2.2 DESCRIPTION DES BATIMENTS	5
2.3 LISTE DES LIEUX NON DIAGNOSTIQUES FAUTE D'ACCES LE JOUR DE LA VISITE	5
2.4 LISTE DES DOCUMENTS TRANSMIS	5
3. ZONE ACCESSIBLE	5
4. RAPPEL DES OBJECTIFS	5
5. LOGIQUE D'ETUDE DES SOLUTIONS	6
6. ANALYSE DES SOLUTIONS APPLICABLES	7
6.1 DISPOSITIONS GENERALES	8
6.3 INFORMATIQUE R&T NIVEAU RdC	9
6.3 INFORMATIQUE R&T NIVEAU R+1	11
7. CONCLUSIONS SUR LES DISPOSITIONS POUR L'EVACUATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	15

1. RAPPEL DE LA MISSION

1.1 Préambule

Ce rapport de diagnostic n'est pas un rapport de vérification au sens des articles GE7 à GE9 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié. Il ne remplace pas les avis émis dans les rapports et les visites des autorités administratives compétentes.

1.2 Définition de la mission

La présente mission permet de réaliser une analyse des dispositions visant à permettre une évacuation directe ou différée des personnes en situation d'handicap qui peuvent être exigées dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation de travaux par la commission de sécurité compétente. Ces dispositions sont données par l'article GN8/GN10 du règlement de sécurité incendie.

Pour information, cet article, entré en vigueur le 24 janvier 2010, bien que n'ayant pas un caractère rétroactif, peut s'imposer notamment lorsque des travaux de mise en accessibilité de l'établissement sont engagés.

Elle consiste en un diagnostic comprenant :

- une analyse des conditions d'évacuation des personnes publiques en situation de handicap dans l'établissement au regard des obligations réglementaires selon le référentiel listé au § 1.2 ci-après et des conclusions de l'agenda d'accessibilité programmé. L'étude portera sur la zone prévue accessible telle que présentée par le client ;
- une proposition de solution de travaux à réaliser pour la mise en conformité ;
- une estimation financière de ces travaux.

1.3 Référentiel

Sauf dispositions spécifiques définies dans les conditions particulières de la présente convention, cette mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'évacuation des personnes en situation de handicap dans un ERP existant est réalisée par référence aux textes suivants :

- Code de la construction et de l'habitation, articles L. 123-2 ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif au règlement de sécurité contre l'incendie des établissements recevant du public.

1.4 Limite de la mission

La mission que nous effectuons n'étant pas une mission de maîtrise d'œuvre, les estimations en coûts et en délais ne permettent de fixer qu'un ordre de grandeur utile demandé par la réglementation.

Les solutions présentées ne remplacent pas les normes, règlements et Documents Techniques Unifiés en vigueur.

Elles ne constituent pas de devis, ni de cahier des charges qui reste du domaine d'un maître d'œuvre.

Ce rapport exclut la réalisation de métrés et d'études approfondies. Le coût des travaux préconisés est une évaluation et ne peut être considéré comme une valeur optimale. Il s'agit d'une valeur indicative du coût d'exécution pour une gamme de produits moyenne à élevée. Elle ne prend pas en compte d'éventuelles complications qui échappent à une analyse visuelle.

Ainsi, la responsabilité de QCS SERVICES ne saurait être engagée sur les détails des solutions techniques retenues pour ces travaux.

La présente mission ne vise que les locaux recevant du public ; les locaux relevant du code du travail ne sont donc pas pris en compte lors de cette mission.



QCS SERVICES

Mission(s) : AUDIT GN8 / GN10

2. DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 Généralités

Client : **Nom** : UNIVERSITE D AUVERGNE
Adresse : AGENCE COMPTABLE - SERVICE FACTURIER CS 60032 49
BOULEVARD FRANCOIS MITERRAND
Code postal : 63001
Ville : CLERMONT FERRAND

Adresse de l'ERP : **Nom de l'établissement ou de l'installation** :
IUT TERTIAIRE INFORMATIQUE
Adresse : 5 Avenue Blaise Pascal, Site des Cézeaux
Code postal : 63170
Ville : AUBIERE

Classement incendie (*):	Catégorie					Activité(s)	Effectif
	1	2	3	4	5		
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	R	660

(*) Source du classement : Déclaration du représentant du client le jour de la visite

Date(s) des
investigations : 9 octobre 2015

Nom de
l'accompagnateur : Pas d'accompagnateur

2.2 Description des bâtiments

Bâtiment à 2 étages sur rez-de-chaussé avec un sous - sol.

2.3 Liste des lieux non diagnostiqués faute d'accès le jour de la visite

NEANT

2.4 Liste des documents transmis

NEANT

3. ZONE ACCESSIBLE

ERP 1ère à la 4ème catégorie : tous les lieux publics sont considérés comme accessibles.

4. RAPPEL DES OBJECTIFS

Le principe général est que les mesures de prévention mises en œuvre par l'établissement pour assurer la sécurité des personnes admises doivent tenir compte de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie.

Ces mesures concernent aussi bien la construction, avec la mise en place de mesures de protection, que l'exploitation pour s'assurer de leur mise en œuvre au moment nécessaire.

L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Si l'évacuation rapide et en bon ordre des occupants est réalisée, il n'y a pas nécessité d'une évacuation différée et il n'y a donc pas besoin de mettre en œuvre les principes du GN8 pour la permettre.

L'évacuation différée n'est qu'une solution particulière pour tenir compte de l'incapacité du public à évacuer ou à être évacué. En matière d'évacuation, le handicap le plus difficile à gérer est celui du fauteuil roulant car la personne est dans l'impossibilité d'évacuer par un escalier.

Lorsqu'il n'y a pas de possibilité d'être exonéré d'une évacuation différée et que la situation ne correspond pas à une solution considérée comme équivalente par le règlement, alors une réponse par la création d'EAS spécifique sera proposée pour permettre une évacuation différée à ceux qui seront dans l'incapacité d'évacuer de manière autonome.

5. LOGIQUE D'ETUDE DES SOLUTIONS

Avant de penser à la réalisation d'un espace d'attente sécurisé spécifique, la logique d'étude sera systématiquement et dans l'ordre, pour chaque zone accessible au public, la suivante :

1. Utiliser ou créer des sorties de plain-pied qui permettent de réaliser une évacuation rapide et sûre de la totalité des occupants ;
2. Utiliser ou créer des zones extérieures à l'abri des fumées et de la chaleur ;
3. Utiliser le concept des zones protégées lorsque les dispositions particulières à chaque type d'établissement l'autorisent (types U et J) ;
4. Utiliser le concept des secteurs lorsque les dispositions particulières à chaque type d'établissement l'autorisent (L, N, O, R, S, W, X, Y) ;
5. Utiliser ou augmenter la surface des paliers des escaliers protégés ;
6. Utiliser le principe des ascenseurs destinés à l'évacuation des handicapés physiques ;
7. Créer des espaces d'attentes sécurisés (EAS).

En cas d'impossibilité technique, une solution acceptable par les autorités chargées de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux ou des permis de construire sera proposée sur la base des objectifs suivants :

- Zone proposée à l'abri des fumées, des flammes et du rayonnement thermique ;
- Une personne, quel que soit son handicap, devra pouvoir se rendre dans la zone proposée ;
- Une personne, quel que soit son handicap, devra pouvoir attendre et recevoir une aide extérieure en vue de son évacuation.

Enfin, le recours à l'aide humaine est une solution adaptée aux établissements existants et doit faire l'objet d'une étude au cas par cas. En effet, si sur le plan du règlement, l'aide humaine n'est pas considérée comme une solution équivalente, elle doit cependant être prise en compte car une personne en situation de handicap ne se trouvera pratiquement jamais seule.

Et pour finir, il convient également d'installer un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément.



QCS SERVICES


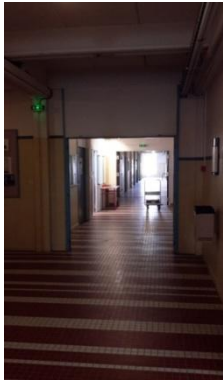
Rapport n° 000576631400159 - version 2



Mission(s) : AUDIT GN8 / GN10

6. ANALYSE DES SOLUTIONS APPLICABLES

Le diagnostic technique présenté ci-après fait état des conclusions de l'étude d'analyse relative à l'évacuation en cas d'incendie des personnes publiques en situation de handicap reçues dans la zone prévue accessible de l'établissement. Elle propose des solutions possibles et chiffrées pour répondre aux objectifs réglementaires.

Bâtiment	Niveau à évacuer	Effectif public déclaré	Besoin places PMR	Choix	Commentaire/ motivation	Photo
Informatique R&T	Rdc	104	3	Plain Pied	Sorties de plain pied existantes. Des marches existent côté Nord. Il faudra créer une rampe.	
Informatique R&T	R+1	368	8	ZP	Porte coupe-feu existante. Vérifier le degré de résistance au feu de la porte et poursuivre le recoupement de façade à façade avec un cloisonnement adapté (selon plan après la fiche)	
Informatique R&T	R+2	188	4	ZP	Porte coupe-feu existante. Vérifier le degré de résistance au feu de la porte et poursuivre le recoupement de façade à façade avec un cloisonnement adapté (selon plan après la fiche)	

6.1 Dispositions générales

Plan schématique d'intervention

Travaux	Quantité	Prix U €HT	Total €HT
Modification des plans schématiques afin de faire apparaître les solutions concernant l'évacuation différée, espaces d'attente sécurisés, etc.	3	150	450 € HT

Alarmes perceptibles par tous dans locaux isolés

Travaux	Quantité	Prix U €HT	Total €HT
Mise en place de diffuseur lumineux dans les sanitaires.	10	200	2000 € HT
Détalonner les portes des cabines des blocs sanitaires afin de percevoir les signaux lumineux	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Mise en place de coussins vibrants dans les chambres	Sans objet	Sans objet	Sans objet

Registre de sécurité

Travaux	Quantité	Prix U €HT	Total €HT
Modification ou création du registre de sécurité incendie afin de garder une trace des solutions retenues par l'exploitant ou maître d'ouvrage et validées par la commission de sécurité compétente.	1	50	50 € HT

Procédures et consignes d'évacuation

Travaux	Quantité	Prix U €HT	Total €HT
Assistance MOA pour la rédaction des procédures et consignes d'évacuation	1	800	800 € HT
Création et affichages des consignes d'évacuation	3	50	150 € HT
Mise en œuvre d'une signalétique d'orientation vers les refuges ou E.A.S.	45	100	4500 € HT



QCS SERVICES

6.3 Informatique R&T niveau RdC

Rapport n° 000576631400159 - version 2



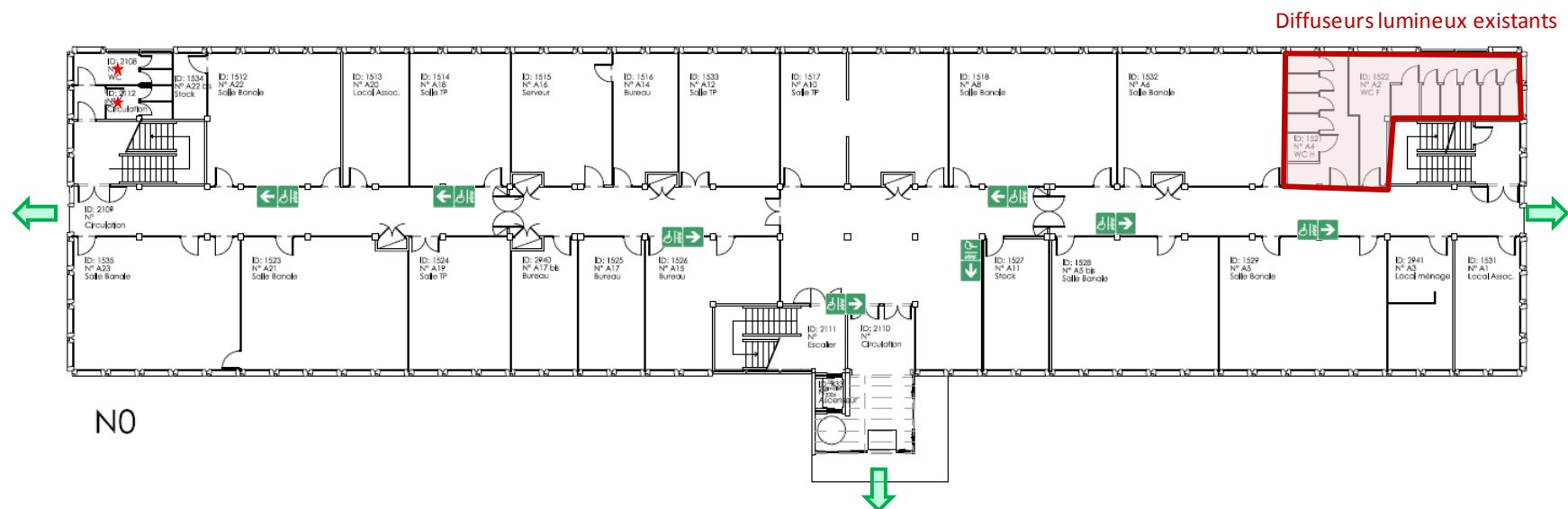
Mission(s) : AUDIT GN8 / GN10

Informatique R&T - Rdc	Descriptif de la zone	
	Effectif théorique de la zone	104
	Présence d'une aide humaine	Enseignants



Descriptif de la solution	
Solution(s) réglementaire retenue(s)	Evacuation de plain pied
Principe de la solution proposée	Voir sur le plan page suivante
Motivations	Sorties de plain pied existantes. Des marches existent côté Nord. Il faudra créer une rampe.

Travaux	Quantité	U	Prix €HT/U	Total €HT
Création d'une rampe	5	m ²	520	2600 € HT



Les Cézeaux IUT Informatique R&T Niveau RdC

Concept d'évacuation de plain pied

A vérifier et/ou à prévoir :

- Formation du personnel
- Signalisation des directions
- Mise en place de diffuseur lumineux dans les sanitaires



QCS SERVICES

6.3 Informatique R&T niveau R+1

Rapport n° 000576631400159 - version 2

Mission(s) : AUDIT GN8 / GN10

Informatique R&T - R+1	Descriptif de la zone	
	Effectif théorique de la zone	368
	Présence d'une aide humaine	Enseignants



Descriptif de la solution	
Solution(s) réglementaire retenue(s)	Zones protégées
Principe de la solution proposée	<p>La zone est protégée de la zone sinistrée par un recoupement coupe-feu (porte et cloisons). Elle est atteignable par transfert horizontal et dispose d'une évacuation (escalier, sortie de plain pied)</p> <p>Un moyen permettant à une personne de signaler sa présence doit être prévu (fenêtre visible des équipes de secours, interphone...).</p>
Motivations	<p>Porte coupe-feu existante.</p> <p>Vérifier le degré de résistance au feu de la porte et poursuivre le recoupement de façade à façade avec un cloisonnement adapté (selon plan après la fiche)</p>

Travaux	Quantité	U	Prix €HT/U	Total €HT
Création d'une cloison coupe feu	40	ml	250	10000 € HT

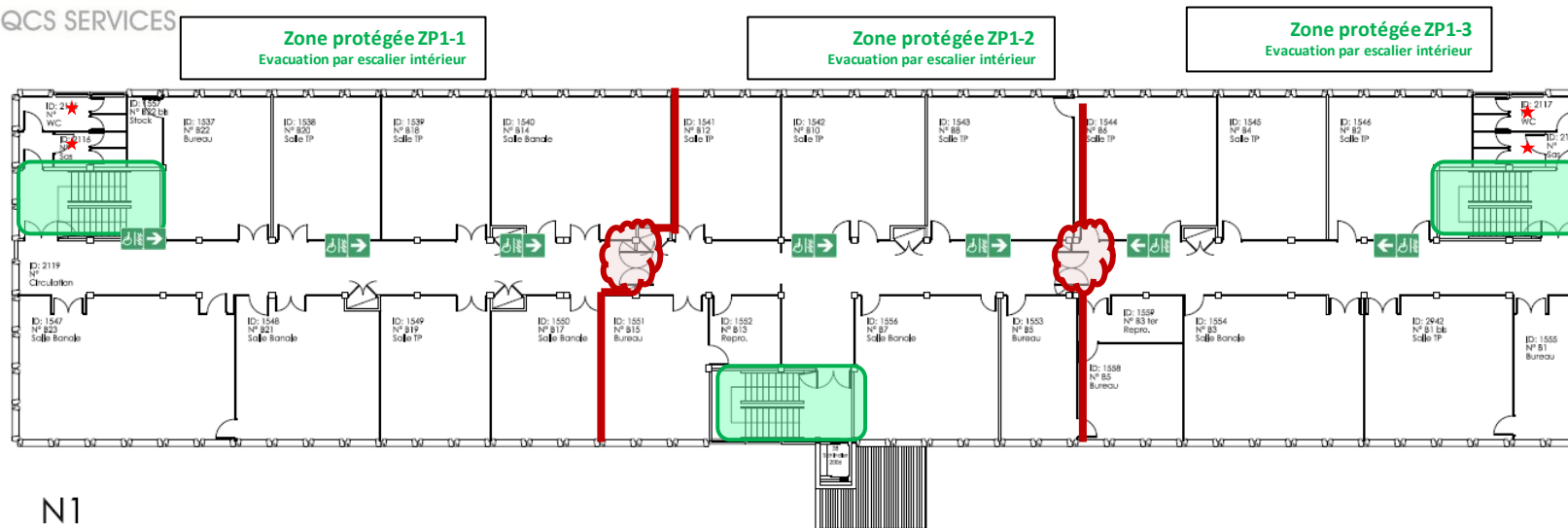


QCS SERVICES

Rapport n° 000576631400159 - version 2

Université
d'Auvergne

Mission(s) : AUDIT GN8 / GN10



N1

Les Cézeaux IUT Informatique R&T Niveau R+1



Concept de Zones protégées

A vérifier et/ou à prévoir :

- Formation du personnel
- Degré coupe feu 1h des parois séparatrices de façade à façade
- Degré coupe feu CF 1h des blocs portes à fermeture automatique
- Signalisation des directions
- Signalisation des zones protégées
- Affichage des consignes d'attente
- Mise en place de diffuseur lumineux dans les sanitaires



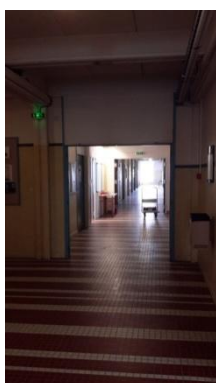
QCS SERVICES

6.3 Informatique R&T niveau R+2

Rapport n° 000576631400159 - version 2

Mission(s) : AUDIT GN8 / GN10

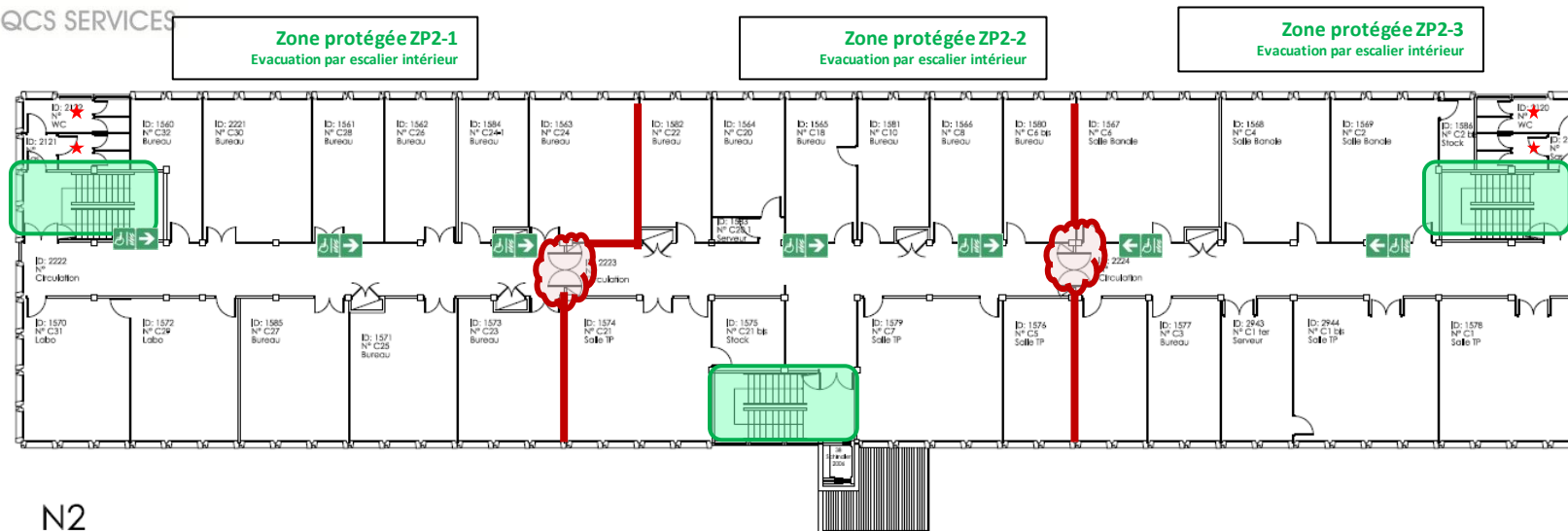
Informatique R&T - R+2	Descriptif de la zone	
	Effectif théorique de la zone	188
	Présence d'une aide humaine	Enseignants



Descriptif de la solution	
Solution(s) réglementaire retenue(s)	Zones protégées
Principe de la solution proposée	<p>La zone est protégée de la zone sinistrée par un recoupement coupe-feu (porte et cloisons). Elle est atteignable par transfert horizontal et dispose d'une évacuation (escalier, sortie de plain pied)</p> <p>Un moyen permettant à une personne de signaler sa présence doit être prévu (fenêtre visible des équipes de secours, interphone...).</p>
Motivations	<p>Porte coupe-feu existante.</p> <p>Vérifier le degré de résistance au feu de la porte et poursuivre le recoupement de façade à façade avec un cloisonnement adapté (selon plan après la fiche)</p>


Travaux	Quantité	U	Prix €HT/U	Total €HT
Création d'une cloison coupe feu	40	ml	250	10000 € HT

Mission(s) : AUDIT GN8 / GN10



Les Cézeaux IUT Informatique R&T


Niveau R+2




Concept de Zones protégées

A vérifier et/ou à prévoir :

- Formation du personnel
- Degré coupe feu 1h des parois séparatrices de façade à façade
- Degré coupe feu CF 1h des blocs portes à fermeture automatique
- Signalisation des directions
- Signalisation des zones protégées
- Affichage des consignes d'attente
- Mise en place de diffuseur lumineux dans les sanitaires





7. CONCLUSIONS SUR LES DISPOSITIONS POUR L'EVACUATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Suite à l'étude réalisée, nous proposons différents principes d'évacuation des personnes en situation de handicap.

A. Dispositions générales	
Plans schématique	450
Installation équipements Alarme visuelle	2000
Registre sécurité	50
Procédures et consignes	5450
Total général	7950

B. Zones accessibles au public : Evacuation directe	
Plain Pied	2600
Informatique R&T	2600
Rdc	2600
Total général	2600

C. Zones accessibles au public : Evacuation différée	
ZP	20000
Informatique R&T	20000
R+1	10000
R+2	10000
Total général	20000

Dans tous les cas, il est essentiel d'avoir une discussion avec la Commission de Sécurité avant dépôt du dossier, afin d'optimiser techniquement et financièrement la solution retenue.